



EDMOND GISCARD D'ESTAING

## LE TROISIEME SOUFFLE DE L'EUROPE

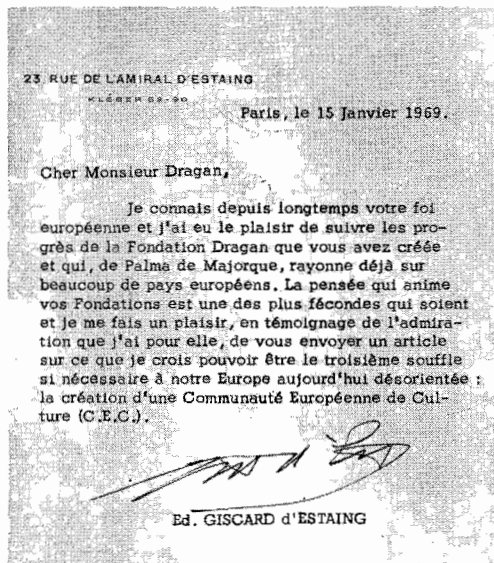
### *La Communauté Européenne de Culture (C.E.C.)*

M. Edmond Giscard d'Estaing, Membre de l'Institut, nous a fait l'honneur de nous adresser la lettre et l'article que nous reproduisons ci-dessous.

cours actuel des événements. Quand on se rappelle l'enthousiasme qui souleva les promoteurs de l'unification européenne, on est tenté de déplorer l'aveuglement des hommes et surtout la passivité des gouvernements. Mais ce ne serait là qu'une attitude négative, et il vaut mieux chercher les nouveaux ressorts qui peuvent nous servir à relancer l'idée européenne. Celle-ci reste en effet l'espoir essentiel de tous les hommes qui veulent échapper au retour lamentable des erreurs qui ont déjà ralenti, ou dévié, l'immense enthousiasme qui est né le jour où l'Europe, lasse de se déchirer honteusement elle-même, a repris conscience des qualités qu'elle représente, et confiance dans l'avenir qu'elle était capable de se forger.

La tuerie sauvage que la folie hitlérienne imposa à l'Europe rendit visible — trop tardivement hélas — la solidarité qui unit les peuples européens, et l'aspiration profonde qu'ils ont d'échapper au retour de ces conflits qui les mutilaient.

Tout le monde connaît (ou du moins on voudrait que tout le monde connaisse, car malheureusement les peuples ont la mémoire courte!) ce que furent les débuts de la construction européenne. Le Congrès de La Haye, l'installation de l'Assemblée Européenne, l'institution de l'Union Européenne des Paiements, la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) furent les premiers jalons d'un cheminement qui s'avérait prometteur et qui allumait au cœur de chaque Occidental une lu-



Il est impossible que ceux qui, dès le lendemain de la dernière guerre, ont mis tous leurs espoirs dans l'unification européenne ne soient pas profondément déçus par le

eur d'espérance. Cette première étape devait être poursuivie, suivant les espoirs des peuples, par la création de la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.). Cette institution avait pour but essentiel d'intégrer et de mélanger à tel point les armées de chaque Etat de l'Occident européen qu'un tel instrument devint le plus puissant moyen de défense vis-à-vis des agresseurs extérieurs (s'il en existait), en même temps qu'aucun Etat en faisant partie pût même concevoir une action militaire contre ses voisins devenus membres de la même armée. Le rejet par la France de la Communauté Européenne de Défense mit fin brutalement à un processus visiblement tourné vers l'avenir, qui enthousiasmait tous les hommes animés d'un esprit européen, mais qui se heurta à l'indifférence, sinon à l'hostilité d'hommes politiques trop tournés vers le passé et ne comprenant pas la valeur de l'immense espoir qu'ils allaient détruire. L'année 1954 marque la première interruption de l'entreprise européenne, profondément regrettable certes, mais qui heureusement n'en marque pas la fin.

Les quelques hommes qui avaient voulu que leurs premiers efforts fussent destinés à empêcher le retour de l'abominable tuerie intra-européenne de 1940-1944, durent constater que leur rêve était prématuré; s'ils en tirèrent les conséquences, ils furent loin de perdre courage de sorte qu'ils modifièrent l'orientation de leur action. Je me souviens des conférences angoissées que nous tinmes dans les principales capitales de l'Europe pour « relancer » l'idée européenne en dépit de la désillusion que l'on venait d'éprouver. C'est alors que, puisque les institutions politiques et militaires paraissaient difficilement acceptables par des Etats anachroniquement attachés à leur vision du passé, les mouvements européens décidèrent de choisir un terrain tout différent, purement économique et social, pour convier les amis de la paix et du progrès à construire l'Europe. Et c'est ainsi que fut choisi le but vers lequel allaient tendre toutes les énergies des Européens convaincus: la création d'un Marché Commun sans frontières. Le résultat de la pression profonde qui fut alors exercée par l'opinion publique sur les pouvoirs politiques fut la signature du traité de Rome en 1957. Ce fut alors véritablement le *second souffle de l'Europe*. Qu'en est-il advenu?

Des résultats considérables ont certes été obtenus, dont le moindre n'est pas la suppression totale des barrières douanières entre les Six. Désormais les hommes circulent sans contrainte et leurs produits sont admis sans discrimination. Il serait puéril de négliger l'importance des résultats obtenus. Mais il ne serait pas loyal de ne pas faire le point en toute objectivité. Et cela nous oblige à constater que l'unification économique de l'Europe est arrivée à un état quasi station-

naire parce que certains Etats, ou plutôt certains gouvernements, ou plutôt certains gouvernants, sont opposés au resserrement des liens politiques qui devrait en être le couronnement. Tout le monde sait que six Etats seulement: France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, ont créé le Marché Commun mais l'on se rappelle moins que la Grande Bretagne, qui s'était déjà tenue à l'écart de la Communauté Européenne de Défense et qui avait tout fait pour la faire échouer, s'opposa dès l'origine à l'application du traité de Rome. L'institution de la Zone de Libre Echange (E.F.T.A.) avait pour objet évident de contrarier l'élaboration, puis le fonctionnement de l'Europe des Six. Cette dernière a cependant triomphé de l'épreuve, et aujourd'hui la Grande Bretagne ne néglige aucun effort pour y entrer à son tour. Nous sommes persuadé que le changement de sa volonté est réel et que maintenant nos amis anglais, qui se sont opposés dans le premier temps à l'armée européenne de la C.E.D., puis ont refusé d'entrer dans l'Europe des Six créée par le traité de Rome, ont suffisamment évolué pour reconnaître aujourd'hui que leur place est au sein de l'Europe occidentale qui représente véritablement l'avenir. Mais cette conversion est encore récente, et surtout elle n'a pas réussi à transformer en esprit de collaboration loyale ce qui a été trop souvent jusqu'alors une volonté de diversion ou de destruction.

Force est donc aujourd'hui de constater que, d'opposition en opposition, la création d'une Europe unie est en panne, pour ne pas employer une expression plus forte. Les déclarations officielles n'y changent rien. Tel qui se dit aujourd'hui le plus chaud partisan de l'unification européenne ne fait rien pour la réaliser, tandis que tel autre ne prend une initiative qu'après s'être assuré qu'il n'y a aucun risque de la voir aboutir. Ainsi en sommes-nous arrivés à une véritable impasse. Les égoïsmes politiques réapparaissent sournoisement, chacun se prétendant animé des meilleures intentions mais étant, en fait, bien décidé à empêcher des progrès que l'on demande avec les lèvres mais que l'on combat avec les mains. Ce n'est pas la première épreuve que nous avons connue. C'est la seconde reproduisant l'échec de 1954. Pas plus que la première fois nous ne nous laisserons décourager. Mais il faut comprendre la leçon des événements et plutôt que de se lancer contre un obstacle provisoirement infranchissable, il convient de le tourner pour le dépasser. Tel doit être notre programme: donner à l'Europe son *Troisième Souffle* et celui-ci, pour échapper aux impératifs étroitement égoïstes de la politique, devrait être *culturel*.

Il faut bien en effet tirer la conclusion des expériences que l'on fait. Les ambitions de créer une armée européenne, si belles et légitimes fussent-elles, étaient prématurées



M. Edmond Giscard d'Estaing  
membre de l'Institut

puisqu'elles ont échoué. Les ambitions de créer un marché où les échanges soient complètement libérés, les monnaies interchangeables, et les entreprises dotées d'un statut multinational ont obtenu aujourd'hui tout ce qu'on pouvait espérer, et ne peuvent guère progresser du fait qu'il n'y a pas encore de pouvoir politique commun suffisamment fort. De sorte que, cette fois encore, on peut dire que nous avons été, les uns et les autres, trop ambitieux, si c'est être ambitieux que de s'efforcer d'atteindre un idéal pour lequel le temps et les hommes ne sont pas encore mûrs. C'est pourquoi l'enseignement à tirer de ces deux échecs partiels, qui sont venus interrompre deux évolutions successives (ayant d'ailleurs porté l'une et l'autre des fruits magnifiques) cet enseignement est donc qu'il faut développer et approfondir la *conscience européenne* la plus intime, pour que celle-ci devienne capable non seulement de *supporter* de nouveaux progrès d'unification européenne, mais surtout de les *exiger* en dépit de tous les obstacles et de toutes les lenteurs que la sottise des hommes, ou leur égoïsme mal compris ne cesse d'accumuler.

Cela veut dire qu'il convient de donner à nos pays d'Occident une mentalité qui se nourrisse d'idéaux communs de plus en plus nombreux et de plus en plus précis, sans que cela signifie d'ailleurs le moins du monde l'abandon des idéaux nationaux qui, de même que les idéaux provinciaux et les idéaux locaux, sont l'accroissement des uns par rapport aux autres, et non pas la négation des uns par rapport aux autres. L'entreprise est vaste et, chose curieuse, elle est à peine commencée alors que cependant les circonstances sont particulièrement favorables.

La mutation de l'enseignement dans tous nos pays d'Occident est à l'ordre du jour. Il n'y a rien d'étonnant à ce que des modes d'éducation, qui correspondaient à certaines

façons de vivre, doivent être modifiés pour s'adapter à une existence qui n'a que de loin des rapports avec celle du passé. La même nécessité s'impose aux modes d'*instruction*, étant donné les bouleversements de nos connaissances et la transformation de la hiérarchie entre les diverses branches de la science. Et nous devons entreprendre une nouvelle modification dans les modes de *pensée* pour correspondre à cette apparition d'une véritable patrie européenne, commune à tous les hommes de l'Occident et qui est la nouvelle découverte des temps modernes.

C'est ce dernier point qui doit retenir notre attention la plus sérieuse. Le compartimentage historique de l'Europe n'a heureusement pas pu détruire l'idée universelle dont Rome fut le symbole matériel du fait de son Empire, et spirituel du fait de la Papauté. Mais ce compartimentage géographique nous a amenés à penser en termes de *compartimentage spirituel*. Notre enseignement traditionnel ressemble à un arbre qui ne pourrait plonger ses racines qu'immédiatement au dessous de lui, et qui serait enserré étroitement entre de hautes murailles empêchant ses branches et son feuillage de prendre leur vraie forme. L'entreprise de libération qui devrait être le but de la Communauté Européenne de Culture consisterait à briser ces barrières intellectuelles qui sont aussi funestes au développement de l'esprit que les barrières douanières l'ont été trop longtemps pour le développement de l'économie. Il s'agit de permettre à chaque arbre de s'épanouir librement dans l'air et le soleil pour acquérir le vrai volume et les *vraies dimensions* auxquels il est destiné. Certes tous les arbres d'une forêt emmêlent sottement leurs racines, allant puiser partout ce qui convient à chacun d'eux, et il garde la caractéristique de son espèce, la largeur de son tronc, la couleur de son écorce, le dessin de ses feuilles; mais c'est l'ensemble de tous ces arbres divers qui forme la forêt.

On est stupéfait en lisant nos livres d'histoire, nos livres de géographie, nos manuels de littérature, de l'étroitesse des vues qui y règne. On se demande pourquoi, après tant de siècles de vie côte à côte et d'échanges qui furent innombrables malgré les obstacles qu'on leur opposait, il devrait y avoir plus de différence entre un enseignement donné à Marseille ou à Gênes qu'entre un enseignement donné à Marseille et à Lille.

En dépit des cadres par lesquels on s'est efforcé trop longtemps d'emprisonner des Européens que tout était fait pour rapprocher, les modes de vie se sont de plus en plus ressemblés et, ce qui est plus important encore, les modes de pensée se sont interpénétrés. Mais ce fourmillement de désirs et d'efforts plus ou moins inavoués a besoin de s'extérioriser dans des *institutions* qui lui

# LE DROIT NATUREL \*

par

GIORGIO DEL VECCHIO

J'ai accepté volontiers l'aimable invitation que m'a faite le prof. Hector Negri de parler directement — puisque la technique moderne le permet — à ses étudiants dont j'ai déjà pu apprécier la vive intelligence et la grande courtoisie.

Je parlerai brièvement d'un argument fondamental que vous, déjà, jeunes gens, connaissez, car il a été sans aucun doute très bien traité, dans leurs leçons, par le professeur Negri et les autres éminents professeurs de cette illustre Université de la capitale argentine: le droit naturel.

Cet argument est encore objet de discussions; j'exposerai, à son propos, ma pensée, tout en ayant le plus sincère respect pour la pensée d'autrui, même quand elle ne correspond pas à la mienne.

Autrefois, déjà on avait affirmé qu'il y a une loi naturelle, valide pour tout le genre humain, supérieure aux diverses législations positives. Comme on le sait, la philosophie grecque, spécialement l'école stoïcienne, et la jurisprudence romaine donnèrent des explications classiques de ce concept. Mais le problème ne fut pas pour autant résolu, car non seulement il y eut toujours des objections, mais ces même formules connurent diverses interprétations et suscitèrent des

questions nouvelles et ardues. Qu'est-ce que la nature? Faut-il entendre par là le monde physique ou la structure propre à l'esprit humain? Sans exclure qu'il y ait un lien entre ces deux ordres de réalité, et en admettant au contraire que l'homme participe de l'un et l'autre, une contribution de primordiale importance pour la juste solution du problème fut donnée par le message chrétien, selon lequel il y a une empreinte d'éternité dans l'esprit humain: il y a un « lumen rationis naturalis », comme écrivit saint Thomas, une « impressio divini luminis in nobis ». En ceci consiste notre nature vraie, essentielle; tandis que pour notre existence corporelle compte la douloureuse sentence biblique: « Memento homo, quia pulvis es et in pulverem reverteris ».

Même en nous abstenant d'entrer dans des arguments purement théologiques, et en restant dans les limites de l'analyse scientifique et gnoseologique, nous pouvons sûrement affirmer qu'il existe dans l'esprit de tout homme des idées qui dépassent les données des sens et qui, à la différence de ces données, ont le caractère de l'universalité et de l'absolu. De ceci, que l'homme est à la fois esprit et corps, appartenant presque à deux mondes, naît la crise éternelle de notre existence, le désir jamais entièrement satisfait de se hausser du fini à l'infini. Dans notre conscience vit la loi éternelle, en vertu de laquelle nous nous sentons libres et responsables, tandis que la même loi nous impose impérativement la voie du devoir et nous attribue en même temps un droit.

\* Discours adressé aux étudiants de Jurisprudence de l'Université de Buenos Aires et prononcé sur l'invitation du prof. Hector Negri le 26 janvier 1967 (enregistré sur d'sque).

## LE TROISIEME SOUFFLE DE L'EUROPE

permettent de s'exprimer. Des universités européennes, animées d'un même esprit et reliées l'une à l'autre par des échanges inces-

sants, seront le réseau permettant l'irrigation de la pensée pour féconder une Europe prenant graduellement conscience d'elle-même, et qui sera chaque jour plus étonnée d'avoir attendu si longtemps pour se connaître elle-même et savoir qu'elle existait.

Tout comme il y a des principes inébranlables dans la théorie de la connaissance, dans la logique et la mathématique, il y a des principes tout aussi certains à la base de la morale et du droit. L'homme peut-il, ou mieux, doit-il, attribuer à soi-même ses déterminations, vis-à-vis du monde extérieur? La conscience de chacun l'atteste indéniablement. Même en sachant que dans le monde physique est en vigueur la loi inflexible de la causalité, l'homme se sent libre, et donc responsable, dans ses déterminations. Peut-il et doit-il reconnaître chez d'autres cette même qualité de sujet libre et responsable? Ceci, également, ne fait aucun doute. Et que veut dire ceci sinon dépasser sa propre individualité, la mettre sur un plan de réciprocité idéale avec celle d'autrui? La qualité hyperphénoménique de personne se délimite ainsi comme exigence première et absolue de la conscience; d'où l'on affirme non seulement cette prérogative pour soi-même, mais on en prétend le respect de la part des autres, tandis que l'on voit dans l'acte même le devoir de la respecter également chez d'autres. L'individualité se sublimise ainsi dans l'universalité; et c'est en quoi consiste précisément le principe fondamental de l'Éthique qui vaut *a priori* pour tout le genre humain, même si dans la psychologie et dans l'histoire sa reconnaissance n'a lieu et ne se manifeste que par degrés.

Ce principe fondamental donne lieu, dans ses applications, à deux espèces d'évaluations et de règles, selon que l'on s'en réfère au sujet en lui-même ou aux rapports de sujet à sujet. Dans la première espèce (*morale*) il signifie pour tout homme le devoir de vivre et d'opérer conformément à sa nature d'être rationnel, c'est-à-dire non asservi aux passions, pour donner à chacune de ses actions ce caractère universel qui est justement le propre de la raison, de sorte qu'il n'y ait aucun contraste entre ce qu'il veut pour lui-même et ce qu'il voudrait pour n'importe quel autre dans ses conditions. De cette façon sa personnalité s'identifie avec l'humanité en général; d'où dérivent les maximes éternelles: « Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas que l'on fasse à toi-même » et « Aime ton prochain comme toi-même ».

Dans la seconde espèce (*juridique*) le principe éthique détermine les relations inter-subjectives, consacrant d'un côté la prétention ou exigence revenant naturellement à tout homme d'être traité comme être rationnel ayant en soi valeur de fin; et sanc-

tionnant, d'un autre côté, l'obligation de traiter les autres conformément à cette exigence.

Reconnaître en soi et en toute autre personne un même esprit, et donc la subordination à une même loi, signifie admettre le lien de fraternité entre tous les hommes: c'est-à-dire cette *societas humani generis* qui, déjà entrevue par la Philosophie antique, a eu son affirmation la plus lumineuse dans l'Évangile.

On découvre par là que le droit dans son expression la plus pure et la plus haute, autrement dit en tant que justice, rejoint presque et s'identifie avec la charité, parce qu'il en détermine l'équilibre et les conditions dans les rapports sociaux. L'essence spirituelle de la personne, participant de par sa nature, de l'absolu, est la valeur suprême affirmée, en formes distinctes mais cohérentes, aussi bien du droit que de la morale.

Aucune loi « ab hominibus inventa », ne peut abolir la loi innée dans notre nature.

Les aberrations de l'arbitre humain peuvent violer cette loi, mais non pas en détruire la valeur idéale qui reste intacte au-dessous de toute violation possible. La folle présomption de ces princes ou hommes de gouvernement qui, parvenus dans leur État au plus haut pouvoir se considèrent affranchis de tout lien, et imposent leur volonté comme loi absolue, heurte nécessairement la conscience des peuples qui ne tarde jamais longtemps à se rebeller au nom d'une loi plus haute et plus vraie.

La maxime de justice, fondée dans la loi naturelle, se spécifie et se reflète dans tant d'autres, autant que sont les directions de l'activité humaine: d'où la série des droits naturels de l'homme et du citoyen, formulés déjà plusieurs fois, comme on le sait, aussi bien par les penseurs isolés que par les assemblées, et sanctionnées par les constitutions des peuples les plus civils et, d'autre part, par de solennels documents internationaux. Dans tous ces documents il est déclaré tout d'abord qu'à chaque homme revient un droit naturel à la liberté, laquelle, par ailleurs, doit être harmonisée et élevée à l'universel selon l'idée d'une coexistence possible. On a ensuite distingué les diverses spécifications de ce droit fondamental: liberté de pensée, de parole, de travail, de réunion, d'association etc. Conformément à quoi se sont déterminées ou l'on a tenté de

déterminer, les fonctions de l'Etat, auquel il appartient de confirmer et protéger la validité des droits naturels comme prémisse et condition essentielle de sa légitime autorité sur les individus. La justice se présente ainsi sous ses divers aspects, distincts mais toujours cohérents entre eux: comme justice constitutionnelle ou politique, assistentielle, contributive, éducative, professionnelle ou corporative, prémiative, pénale ou réparatrice, internationale etc. Ce n'est qu'autant qu'il correspond ainsi à sa mission que l'Etat peut à juste titre s'appeler *Etat de justice* ou, comme on préfère l'appeler aujourd'hui, *de droit*. Mais si nous nous demandons jusqu'à quel point ont été mis positivement en oeuvre ces principes, nous nous apercevons que cette mise en oeuvre n'a été jusqu'ici que fort imparfaite aussi bien dans les divers Etats que dans les grandes organisations entre Etats.

Nous ne savons pas ce qui attend le monde; mais nous croyons cependant que le bien l'emportera finalement sur le mal, le droit sur la force; car, si la justice devait périr, ce ne serait plus la peine (comme Kant l'a déjà affirmé à bon droit) que des hommes vivent sur la terre.

Nombreuses ont été les objections élevées contre le droit naturel, mais aucune d'entre elles ne résiste à la critique. Beaucoup, par simple préjugé et suivant une évidente *petitio principii*, partirent de l'idée préconçue que la seule réalité est la réalité phénoménique. La négation d'un ordre de vérités supérieures au phénomène était donc implicite dans la prémisse et non le résultat d'une quelconque recherche ou démonstration, comme on voulut le faire croire. Ceux qui sont abusés par ce préjugé n'estiment «réels» que les impératifs émanant d'Etats ou autorités visiblement existantes, et non ceux qui émanent de la raison ou de la nature humaine. Mais il est remarquable que même ceux qui professent une telle opinion et nient en conséquence le droit naturel, admettent, implicitement, les impératifs de la logique, de la grammaire et souvent de la morale, bien que ces impératifs n'aient jamais été déliés par aucun gouvernement ou aucune assemblée.

D'autres se fondent sur l'évidente observation de la mutabilité des lois positives pour repousser le concept d'un droit universel, rationnel et naturel; comme si l'on n'avait pas déjà démontré comment se concilie l'éternité de certaines maximes de raison avec la variété de leurs applications au cours de l'histoire. En outre, il est hors de doute

que les lois positives peuvent être viciées par des erreurs, reconnaissables justement à la lumière de vérités supérieures, qui ne sont certainement pas annulées par ces erreurs, tout comme les règles des mathématiques restent valides même si parfois l'on se trompe dans les plus simples opérations arithmétiques.

Les détracteurs du droit naturel ont tiré parti de l'inexactitude de certaines formules, utilisées particulièrement par les jusnaturalistes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> s., qui souvent confondirent la priorité logique avec la priorité chronologique, en donnant un air de narration historique à la déduction philosophique. D'où la conception, plus ou moins mythologique, d'un *status naturae* qui aurait précédé l'état de société, et les ambiguïtés à propos du contrat social supposé. Mais il convient de remarquer que le langage impropre fut employé généralement par ces auteurs en raison d'une sorte de convention, tandis qu'en réalité leur intention fut toujours de dissimuler sous ces formules pseudo-historiques un certain programme politique. En tout cas, tout équivoque a été dissipé par la Philosophie juridique suivante, qui depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> s. a définitivement clarifié la signification non pas historique mais déontologique du droit naturel. Celui-ci vaut donc comme critère et comme idéal qui ne doit et ne peut être renié même si le tourbillon des passions en empêche ou retarde la mise en oeuvre dans les ordres juridiques positifs. L'histoire nous montre, en effet, aussi bien dans le droit que dans d'autres champs de l'activité humaine, une alternance de lumières et d'ombres, de progrès et de regressions. Mais si ceci doit nous mettre en garde contre un optimisme exagéré, un examen attentif nous amène à reconnaître que les aptitudes innées dans l'esprit et la nature humaine ont eu un certain développement, jusque dans leurs manifestations juridiques à travers des épisodes variés qui ne marquaient pas toujours un progrès. De même que la science théorique, pure et appliquée, a certainement avancé malgré l'atemporalité de périodes de splendeur avec d'autres d'obscurité, ainsi les principes du droit, implicites dans la nature humaine comme vocation idéale, ont été et sont encore progressivement mis en oeuvre, à travers d'innombrables efforts, parfois sanglants et pas toujours victorieux.

A ces efforts nous avons le devoir de participer autant que possible, en visant toujours ce haut but, à savoir l'avènement de la justice dans le monde, même si son triomphe intégral nous paraît encore lointain.

PIETRO GERBORE

# GIBRALTAR

## PROBLEME EUROPEEN

Dans son tout dernier rapport aux Nations Unies sur les territoires encore soumis au régime colonial et dont elle promet la prompt émanicipation, l'Angleterre a mentionné Hongkong, une autre obscure localité et oublié Gibraltar. En fait, après le référendum-farce dans cette forteresse, le gouvernement de Londres préfère se persuader que le «Rocher» est une enclave historique avec une population autochtone, comme Andorre ou Saint-Marin.

La «neutralité» des Etats-Unis dans le conflit vivifié par les traditionnelles revendications de l'Espagne permet à ce gouvernement de rester impassible en face des résolutions votées aux Nations Unies avec une écrasante majorité. De cette façon l'Empire Britannique «décolonisé» en Afrique et en Asie survit dans un lopin de l'Europe, en la Péninsule Ibérique.

Pour évaluer la justesse de la thèse britannique il est indispensable de savoir ce que sont - et de quoi ils vivent - ces *Gibraltra-reños* si fidèles à la bannière d'Albion.

Le «Rocher» fut conquis par l'Amiral Sir Gerge Rooke le 24 juillet 1704, pendant la guerre dite de «succession d'Espagne». En réalité Londres avait adhéré à la coalition contre Louis XIV non pas pour assurer l'Archiduc Charles sur le trône d'Espagne, mais parce que le Monarque français avait commis l'imprudence de reconnaître le catholique Jacques Stuart - fils de Jacques II - comme Roi d'Angleterre, et par là avait annulé la reconnaissance accordée à Guillaume III par le traité de Ryswick. De cette façon la Loi de Succession de 1701 et l'Eglise d'Angleterre couraient un égal danger. L'Espagne restait complètement en dehors des intérêts britanniques. Guillaume III entra en guerre uniquement pour défendre sa propre couronne (D. B. Horn, *Great Britain & Europe in the Eighteenth Century*, Clarendon

Press Oxford p. 41). Néanmoins pendant qu'elle y était la flotte britannique conquit le «Rocher» de Gibraltar. C'était un pillage de guerre que rien ne justifiait et tout déconseillait. En effet ce n'est qu'après l'expédition de Bonaparte en Egypte et la menace à l'Inde qui en découla, que la Méditerranée commença à faire partie de la sphère des intérêts britanniques. A l'aube du dix-huitième siècle Espagne et Portugal étaient les seuls pays où les produits manufacturés britanniques trouvaient un marché accueillant. Lorsque dans tout le reste de l'Europe l'exportation des tissus anglais diminuait, l'Espagne en absorbait de plus en plus pour les exporter à son tour dans ses propres colonies.

Le traité d'Utrecht (1713) sanctionna la conquête de Gibraltar, mais Stanhope accordait si peu d'importance à cette conquête que volontiers il l'aurait échangée contre la Floride ou Hispaniola, et après sa mort (1721) Georges I se déclara prêt à la restituer sans contrepartie (Horn op. cit. p. 285). Tout le long du dix-huitième siècle et plus tard aussi, le «Rocher» fut le plus grand obstacle au maintien de bonnes relations entre les deux pays. Dans la seconde moitié du dix-huitième le monarque espagnol Charles III se montra encore plus désireux de le récupérer que ne l'avait été son père Philippe V. Ce qui avait pu être tolérable dans une période de langueur devint inacceptable dès que le prestige de Madrid dans la politique internationale se réveilla, en même temps que s'accroissait le sentiment national. La possession de Gibraltar conférait à la flotte britannique une gratuite suprématie dans la Méditerranée Occidentale qui alarmait et offensait les Espagnols. Et puisque l'Espagne refusait de ravitailler le «Rocher», celui-ci recourrait aux Etats Barbaresques qui, forts de la sympathie britannique, en profitaient pour multiplier leurs incursions sur les côtes de la péninsule britannique. Les

manifestations d'animosité envers le conquérant étranger, devenu plus intransigeant et tenace après la colonisation de l'Inde et les guerres napoléoniennes, s'atténuèrent seulement au moment où les convulsions révolutionnaires et les guerres civiles du dix-neuvième siècle déchirèrent l'Espagne. Cependant il était dans la logique de l'Histoire que ce pays retournerait à revendiquer Gibraltar dès qu'il aurait à nouveau un gouvernement fort et soucieux de l'intégrité du pays et de la dignité nationale. Et tout aussi logique était que l'Angleterre, jusqu'en 1914 puissance hégémonique des mers et anxieuse de contrôler les communications avec l'Inde, défendit avec acharnement le territoire usurpé. Aujourd'hui, après la perte de l'Inde et la décadence de sa puissance navale, quelles sont les raisons qui peuvent encore l'induire à s'agripper à cette illégitime possession? L'obstination du gouvernement de Londres est déterminée par les intérêts économiques tout particuliers - et exprimés par le référendum - des *Gibraltareros*.

Qui sont ces *Gibraltareros*? Le 21 juillet 1704 - quand l'escadre de l'Amiral Byng fit son apparition en face du « Rocher », Gibraltar comptait à peine quelques centaines d'habitants. Après la capitulation ils l'abandonnèrent pour suivre leur gouverneur espagnol. Dans la petite cité ne restèrent que les mercenaires de l'occupant sous le commandement du Prince Georges de Hesse-Darmstadt. Mais bientôt sous le bouclier de la bannière britannique il y eut un afflux de gens, accourant de tous les recoins de la Méditerranée, attirés qu'ils étaient par les facilités que cette bannière accordait à la contrebande. Un observateur impartial pourrait tranquillement affirmer que les *Gibraltareros* sont la lie des peuples méditerranéens. Un échantillon typique de cette espèce humaine fut André Balduino qui - rentré en Ligurie berceau de ses ancêtres inconnus - devint le pionnier de l'«affarisme» d'état, protagoniste de scandales comme la Régie des Tabacs (1868) et aussi fléau de la petite épargne, parce que promoteur du tristement fameux *Credito Mobiliare*, qui fit faillite honteusement vers 1880. Le même observateur pourrait témoigner qu'aujourd'hui la seule activité économique des *Gibraltareros* est la contrebande. Ils se justifient en déclarant que parmi leurs meilleurs clients figurent beaucoup d'Espagnols - ce qui est encore un atout en faveur de la thèse de Madrid.

Un collaborateur de la *Weltwoche* de Zurich a décrit dans le numéro du 2 avril 1965 le syndicat des contrebandiers. Et pourtant même dans cette activité professionnelle s'affirment les tendances monopolistiques et les petits sont éliminés par les grands. Présentés officiellement comme « exportateurs », les contrebandiers transportent normalement leurs marchandises en haute mer et en confient aux clients la distribution tout le long de la Méditerranée. Le chiffre de mille embarcations, donné par les autorités espagnoles, est exagéré: une trentaine de bateaux aux moments les plus favorables suffisent.

Construits en Norvège, Suède et Allemagne, ils sont munis de radars, d'appareils électroacoustiques pour mesurer la profondeur des eaux et surtout de très puissants moteurs. Une pareille embarcation coûte de 75.000 à 125.000 dollars et le capital doit être amorti en quatre ou cinq voyages parce que tout de suite après arrive la confiscation. Mais celui qui transporte et aussi débarque la marchandise peut gagner jusqu'à 50.000 dollars en un seul voyage. Comme quatre années de détention dans une prison espagnole menacent les équipages, les salaires sont fort élevés: même mille dollars par mois.

Le service d'information espagnol opère en se servant de repris de justice, dont on réduit la peine et que l'on paye gros. A travers des radios clandestines ils informent Algésiras sur les routes des contrebandiers, qui peuvent ainsi être attendus au large. Pour les capturer il faut toutefois des embarcations fort rapides, dont les Espagnols furent jusqu'à une époque très récente insuffisamment pourvus.

Quel est le montant de cette contrebande? Comme il inclut toute la re-exportation indiquée dans le rapport annuel du Gouverneur, il est facilement calculable. En 1963 le total monta à 4,8 millions de livres sterling, qui représentaient entre autres 1032 tonnes de cigarettes américaines et 79.499 gallons de whisky.

Que le gouvernement de Londres se sente engagé à respecter les suffrages de ces sujets ultrafidèles de Sa Majesté, anxieux de conserver les bénéfices de la liberté britannique, c'est compréhensible. Inexplicable au contraire est la « neutralité » des Etats Unis qui enlève toute leur efficacité aux résolutions des Nations Unies.

## LA REFORME ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE, CHEVILLE OUVRIERE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE

Pour faire l'Europe, il faut commencer par la penser. Ce sont les idées qui mènent le monde et ce sont les intellectuels européens qui ont le devoir de s'unir afin de commencer par construire l'Europe par la pensée, selon des schémas correspondant aux impératifs, aux aspirations et aussi aux réalités de l'heure présente.

On discute beaucoup sur l'idéologie et sur l'économie, sur la politique et sur la philosophie qui doivent constituer la base de l'intégration européenne. On a élaboré une histoire de l'économie européenne et une histoire de la littérature européenne, en s'efforçant de reconstituer, laborieusement, les constantes de l'histoire européenne et celles de l'esprit européen, axé sur l'idée fondamentale et distincte de liberté individuelle, de personnalité bienfaisante. Mais bien peu de gens arrivent à se préoccuper de ces rouages essentiels de l'Europe future que seront l'administration européenne et la justice européenne.

Il faut y bien réfléchir, pourtant, avant de se lancer dans la grande aventure de l'inté-

gration européenne. Car ce sont des problèmes d'importance fondamentale et qui ne sauraient être sous-estimés.

Il est bien vrai que ce fut la Zollverein, par conséquent une mesure spectaculaire de d'ordre fiscal et douanier, répondant aux nécessités économiques des classes moyennes d'une Allemagne en plein essor qui a marqué le commencement de l'unité indestructible de l'Allemagne bismarckienne. Oui. Mais, derrière le cadre douanier de la Zollverein, il faut contempler tout un passé d'histoire nationale glorieuse ou malheureuse, toute une conscience nationale en pleine ébullition et qui ne cherchait que le cerveau génial qui lui donnât l'essor. Et il y avait aussi, il y avait surtout, une communauté d'ordre intellectuel et institutionnel, administratif et judiciaire, qui prenait ses racines dans l'étude approfondie du droit romain, cette *ratio scripta* qui était encore — et le demeurera jusqu'en 1900 — le droit positif. le droit civil des Etats appartenant aux Reich allemand, le droit dont les grands jurisconsultes des célèbres Universités de l'Allemagne

### GIBRALTAR

Les Etats Unis furent les promoteurs de la grande croisade anticolonialiste. Si les grandes taches roses qui démarquaient l'Empire Britannique ont disparu des cartes géographiques, le mérite ou la responsabilité retombent sur les Américains. Ce furent des livres comme *Mother India* de Miss Mayo qui firent glisser la couronne impériale de la tête du Monarque Britannique. C'est dans les universités américaines que se forma le type de l'agitateur ghanais Kwame Nkrumah. Ce fut la constante pression des gouvernement de Washington et de l'opinion publique américaine qui contraignit la Belgique à précipiter l'émancipation du Congo. Si aujourd'hui l'Afrique Equatoriale est gouvernée de façon dictatoriale par les ex-sergents de

la milice sénégalaise, si le tribalisme sévit à nouveau dans la Nigérie la responsabilité ou le mérite retombent sur les Américains. Qu'au dessous du 10ème parallèle africain règnent encore l'ordre, la loi et la civilisation est pour eux motif de scandale. Les Américains s'associent cordialement à tous les votes des Nations Unies contre le Portugal, la Rhodésie et l'Union Sud-Africaine. Il y a une seule colonisation que le gouvernement de Washington refuse de condamner: Gibraltar. Une seule partie du monde peut rester territoire de conquête: l'Europe. Aux Russes est accordée la liberté de s'installer en Tchécoslovaquie: aux Anglais la liberté de rester incrustés dans la péninsule ibérique.

Dans la question de Gibraltar est engagé l'honneur de l'Europe.

d'alors avaient si bien su dégager les lignes essentielles et les conséquences fécondes.

Ces grands principes du droit et de l'organisation administrative romaine, ces principes si féconds qui représentent l'apport le plus pur et le plus indélébile de la civilisation romaine pour le monde, hantent encore les pensées d'un petit nombre d'intellectuels européens. *Honeste vivere... neminem laedere... suum cuique tribuere...* Ils peuvent paraître bien peu actuels aux esprits hâtifs et orgueilleux, qui voudraient tout détruire pour se donner le plaisir divin et païen de reconstruire selon les schémas débiles de leur propre cerveau. Mais, pourtant, c'est sur ces principes que s'est fondée la civilisation européenne, c'est de ces principes axés sur l'autonomie et la liberté de la volonté individuelle et de la liberté humaine qu'on a pu échafauder le système politique de la démocratie européenne, ce système fondé essentiellement sur l'acceptation de l'autonomie de la volonté individuelle, qui peut avoir raison de l'Etat même, apport essentiel et singulier du droit européen.

Où en sommes-nous, à l'heure actuelle?

Partout, presque partout, dans les Etats européens, une administration bureaucratisée et tyrannique dénie tous droits aux administrés, aux individus considérés, avec un orgueil qui vient des âges obscurs, comme de simples sujets. Partout, l'esprit polémique ancestral, dérivant de l'âge de la pierre taillée, et l'orgueil dominateur des fonctionnaires d'Etat, du haut en bas de l'échelle, s'exercent avec délice au détriment des individus qui composent les peuples européens. Ces prétendus *serviteurs de l'Etat*, donc du *peuple*, donc des individus qui composent ce peuple, traitent partout leurs administrés avec un mépris et une indifférence à peine dissimulés. Devant un pauvre administré qui fait, humblement, la queue devant leurs bureaux ou devant leurs simples guichets, tous les fonctionnaires, supérieurs ou inférieurs, se sentent l'âme d'un Napoléon, voire même d'un Hitler ou d'un Néron. Et, tous, ils ressentent un malin plaisir à les torturer, à les bernier, à les humilier, et, par dessus tout, à leur voler le bien le plus précieux en notre siècle de l'impatience et de la vitesse: *le temps*.

Il faut réformer, de fond en comble, la

structure même de l'administration européenne et surtout, par une éducation adéquate, l'esprit même des administrateurs bureaucrates. Et il faut donner aux inculpés de chaque pays des *juges européens*, qui puissent juger selon les grands principes de la morale européenne et du droit européen, et non épouser, servilement, les rancunes et les vengeances des gouvernants de l'heure. Ce n'est qu'en opérant cette distinction fondamentale dans le droit public et dans l'organisation judiciaire et administrative de tous les Etats de l'Europe, soumis, enfin, aux principes de la raison, aux mêmes normes procédurales unifiées et bienfaisantes, protectrices des droits et des libertés de l'individu, que l'on pourra bâtir les fondements spirituels et juridiques solides de l'unité européenne. C'est alors seulement que le droit naturel et ses normes ailées et bienfaisantes, celles d'Antigone et celles de Portia, celles de Cujaa et celle du duc de « Mesure pour Mesure » pourront enfin triompher des règles étroites d'un Créon ou du caprice d'un Hitler.

Il y a eu, au commencement de notre siècle, un homme politique roumain, mort, hélas! trop tôt pour donner toute la mesure de son génie. Il s'appelait Vasile Lascar et il a été, deux fois, ministre des Affaires Intérieures de son petit pays. Eh bien! Vasile Lascar, en prenant la conduite de son ministère, a prononcé une fois ces simples paroles, combien édifiantes! surtout aujourd'hui: « Je veux faire de l'administration une seconde magistrature ».

Le temps s'est chargé de renverser le souhait que Lascar n'a pas eu le temps de réaliser. Ses paroles figuraient sur le socle de sa statue, qu'une bombe, en 1944, a renversée, avec tout l'édifice. Mais elles demeurent bien vivantes, de même que les paroles qui figurent encore, en lettres d'or, au fronton de la Haute Cour de Justice impériale de Vienne: *JUSTITIA FUNDAMENTUM REGNORUM*.

Car, sans la justice pour tous, pour les individus aussi bien que pour les peuples, aucune intégration européenne ne serait possible.

**Civus Romanus**

# L'INTEGRATION EUROPEENNE

## ET LES

## PETITS ETATS EUROPEENS

Voilà bientôt vingt ans que le problème de l'intégration européenne demeure à l'ordre du jour de la *politique* des *grandes puissances* occidentales. Mais c'est justement par ces deux circonstances mêmes, pour la raison qu'on veut résoudre ce problème, de la solution rapide duquel dépend la survie de l'Europe en tant que force économique et culturelle dans le monde, par la politique et que ce sont les grandes puissances qui s'y essayent, que les progrès de l'unité européenne sont loin d'être aussi spectaculaires et aussi décisifs qu'on aurait pu le penser, et, surtout, l'espérer, au lendemain de la seconde guerre mondiale; de cette guerre absurde qui a fini, par ses cruels déchirements de consciences rappelant les troubles des guerres religieuses, par écarteler l'Europe et, par ce fait même, par lui faire perdre la place privilégiée qu'elle avait su se créer dans le monde, par cinq siècles de rayonnement culturel et économique.

### *La politique,*

#### *art*

#### *d'aménager le possible*

*La politique*, c'est, depuis Machiavel, l'art nuancé d'aménager le possible. Et ce qui doit être entrepris, à l'heure présente, en vue de réaliser, enfin, l'Europe, ce serait de réaliser ce qui paraissait jusqu'à ces dernières décennies, l'impossible; c'est de recoudre la robe sans couture avec le fil d'azur de l'idéal. C'est de s'élever dans les nuées de l'azur, bien haut, au delà des miasmes empoisonnées de la politique, et des souvenirs, et des rancœurs, qui surgissent, hélas! à chaque pas de l'histoire, des âmes et de la chair meurtrie de toutes les nations européennes. Des nations européennes, ainsi qu'elle ont été pétries, forgées, conditionnées, par leur histoire si tragique de grands et de débâcles, de victoires et de défaites, de haines et de vengeances.

Et la politique entend, toujours, maintenir ce climat, car il lui est impossible de sortir de l'ornière de l'histoire. Elle s'obstine à nous enseigner ce qui est possible en tant que cela a été possible, autrefois et toujours.

Car la politique n'est toujours que la fidèle secrétaire de l'histoire; dont elle épouse toutes les appréhensions et toutes les souvenirs; l'histoire, ce poison captieux et subtil, mais d'autant plus dangereux, que dénonçait, avec juste raison, il y a trente ans, celui qui a été probablement le plus noble précurseur des esprits européens, Paul Valéry.

Où, nous avons tous été témoins de ce spectacle qui s'est déroulé ces deux dernières décennies, si sombres, si impuissantes, que peut-être, nous avons à juste raison l'espoir de les voir suivre, par l'effet de la grande loi de l'équilibre universel, qui est aussi une loi de compensation, par des décennies de prospérité dans l'unité et de félicité dans la liberté. C'est ainsi que sur nous Dieu fait tonner sa grâce. Spectacle des entraves funestes que les hommes politiques des grandes nations s'obstinent encore à mettre à l'avènement de l'intégration européenne. Et tous entendent prendre les raisons de leur politique si myope dans l'Histoire, tous s'acharnent à opposer l'histoire des siècles révolus, définitivement révolus, aux réalités présentes, et, qui plus est, aux plus nobles aspirations des intellectuels et des peuples, à cette heure fatidique de l'histoire du monde. A quoi sert de penser l'Europe avec trois siècles de recul, au temps du Roi Soleil, alors que la France contenait à elle seule près du quart de la population de la vraie Europe. A quoi sert de s'acharner à maintenir la plus occidentale des nations européennes endormie dans son rêve d'or impérial, hélas, lui aussi bien révolu! au lieu de l'éclairer enfin sur l'impossibilité absolue de maintenir son standard of life établi à l'époque colonialiste sur le labeur acharné de trois cent millions de sujets de couleur?

Oui, tous, emportés par le mécanisme inexorable de l'ancienne conception de l'histoire, qui se transforme en politique, de cette politique qui s'acharne à demeurer tributaire d'une histoire révolue dans ses aspirations et dans ses principes, tous tournent le dos à l'idée européenne, idée qui est devenue, au fond, le cadet de leur soucis.

### *La solution n'est pas là...*

Non, la solution n'est pas là. Elle n'est pas dans l'histoire, du moins dans l'histoire enseignée par les manuels scolaires, qui exaltent, à tour de rôle, les hauts faits d'une nation à l'encontre de toutes les autres. Hélas, toute l'histoire de notre pauvre continent n'a été, depuis deux mille ans, qu'une longue suite de combats acharnés pour l'hégémonie du continent ou d'une de ses parties. De combats menés par presque tous les peuples européens qui, à tour de rôle, au gré de leurs forces biologiques, se pressaient sur la grande scène de l'histoire afin de valider par des velléités d'hégémonie impérialiste leurs surplus d'énergie vitale.

Tous, à tour de rôle, se sont essayés à l'hégémonie du continent, tous ont projeté dans l'histoire de l'Europe leur impérialisme, cet impérialisme dont parlait le baron Ernest Seillière, l'impérialisme du grain de blé qui contient en puissance l'énergie de croître sans cesse et de remplir toute la terre de ses épis.

### *Les puissances qui voulurent exercer l'hégémonie*

C'est la Grèce qui, lasse de ses querelles intestines, s'est élancée, à l'appel d'Isocrate, à la conquête de l'Empire Perse. projetant sur l'Asie l'ombre du conquérant Alexandre mais aussi celle de sa philosophie intégraliste. C'est Rome, qui, après avoir conquis l'Italie, a réalisé, pour la première fois dans l'histoire, l'intégration du monde méditerranéen dans une même civilisation protégée pas ses flottes et par quarante légions et couronnée par le droit romain. C'est Byzance qui a pris la succession de Rome et de l'idée impériale e qui a civilisé les nouveaux peuples de la péninsule balkanique et de tout l'Orient, mais qui, incapable à la fin d'opter entre l'Orient et l'Occident, entre l'appel

impérial de la mer et les réalités bien terrestres de l'Orient asiatique, a vu s'effondrer son rêve impérial devant la nouvelle poussée de l'impérialisme asiatique, dynamisé par la mahométhanisme et porté en avant par l'ardeur belliqueuse des Turcs. C'est l'Allemagne qui a ressuscité l'Empire en Occident et qui a tenté l'intégration européenne autour de la prééminence impériale; idée qui n'était déjà pas si saugrenue, puisqu'elle a été exaltée par Dante, qui l'appelait de tous ses vœux. C'est la France qui a fait l'épopée des Croisades, ces «Gesta Dei per Frances» et qui depuis, à tant de reprises, en mettant en valeur la haute et sainte figure de Louis IX et son prestige incomparable sur tout le continent, a prétendu soumettre l'Europe, aussi bien aux armées victorieuses de Louis XIV et des deux Napoléons qu'au prestige encore intact de sa culture profondément européenne. C'est l'Espagne qui a su mettre en valeur le surplus d'énergie que lui laissait l'achèvement de la Reconquesta afin de mener le combat pour l'intégration européenne, sous Charles Quint et Philippe I, tout en projetant l'Europe sur les horizons sans fin du Nouveau Monde et tout en disputant au Croissant la maîtrise de la Méditerranée. C'est le Portugal qui, la première des nations européennes, a eu l'intuition de l'aventure au delà des mers et qui s'est épuisé dans ses efforts qui ont ouvert au reste de l'Europe les horizons du monde. Ce sont les Pays Bas, Hollandais et Belges, qui se sont élancés sur les routes ouvertes par les Ibériques, en faisant d'Anvers la métropole du commerce mondial et en créant une thalassocratie qui a été fondamentale pour les destinées économiques et civilisatrices du monde. C'est La Hongrie qui s'est forgé, durant tout le Moyen-âge, le rêve impérial, comme un haut prix pour sa défense énergique de la vallée du Danube contre les Turcs et pour sa mission civilisatrice dans tout le Centre et le Sud-Est du continent. C'est la Pologne qui, unie en 1382 à la Lithuanie, est devenue l'Etat le plus étendu de l'Europe et a exercé un puissant rôle politique culturel et civilisateurs dans tous les parages du Nord-Est européen. C'est la Russie qui a voulu prendre, en même temps, la relève de la Pologne et de Byzance. C'est la Norvège qui s'est élancée à la conquête des côtes de l'Atlantique, avant de parfaire celle des mers septentrionales. C'est le Danemark qui a réalisé, du temps de l'héroïque roi Knud, une puissante thalassocratie de la Mer du Nord. C'est l'Irlande qui s'est projetée sur tous les confins nordiques de l'Europe dans son

grand élan missionnaire et civilisateur. C'est l'Angleterre qui a surtout représenté l'Europe sur toutes les mers et toutes les latitudes et qui a enseigné la culture européenne et les habitudes des gentlemen à toutes les classes dirigeantes de notre planète. Ce sont les Tchèques qui ont inondé de sang l'Allemagne durant les guerres hussites. Ce sont les Bulgares et les Serbes qui ont inondé de sang la péninsule balkanique durant leurs combats pour l'hégémonie de la péninsule. Ce sont les Suisses qui ont été, au quinzième siècle, la plus forte puissance militaire de l'Europe, contre laquelle est venue se briser le rêve pourtant si curieusement et si audacieusement « européen » de l'Etat bourguignon sous Charles le Téméraire...

En vérité, il semble que, de tous les peuples actuellement indépendants de l'Europe, il n'y a que les Finlandais et les Roumains qui n'ont jamais eu de prétentions à l'hégémonie européenne ou à la domination d'une grande partie du continent. Quoique l'on ne saurait assimiler, toutefois, l'impérialisme des troupeaux que les Roumains ont mené paître jusqu'aux confins du Caucase, et l'impérialisme si pacifique décrit magnifiquement dans la grande épopée du peuple finlandais, la prestigieuse *Kalévala*.

### *L'heure de la vérité*

En bien, aujourd'hui, l'heure de la vérité a sonné. Il faut faire l'Europe. Et pour ce faire, il faut d'abord oublier tout ce qui est néfaste à cette union, tout ce qui projette une ombre de rancœur et de vengeance du passé bien révolu. Et, dans cette oeuvre absolument nécessaire pour faire l'Europe, les intellectuels des petites nations européennes, de ces nations qui ont dû subir, pour la plupart, le lourd poids de l'histoire matérialisée par l'impérialisme des grandes puissances, doivent jouer un rôle prépondérant.

### *Intégrer c'est d'abord arriver à s'entendre*

Car, intégrer, c'est, d'abord, arriver à s'entendre sur les conditions de cette intégration. C'est donc établir un compromis, qui

puisse signifier et mettre en valeur le poids et le rôle respectif de chaque nation européenne dans le cadre des Etats-Unis de l'Europe. Et c'est là que le rôle des petites nations doit être dominant. Un intellectuel d'une petite nation européenne, un intellectuel nourri de toute la culture du continent, sous ses formes anglaises ou françaises, italiennes ou allemandes, sait beaucoup mieux et en tout cas beaucoup plus objectivement discerner ce qui est fondamental et vraiment européen dans ces cultures de ce qui est particulier, transitoire et conjectural. Car, l'intellectuel, c'est celui qui sait voir et prévoir, celui qui sait discerner les fonds mêmes des idées générales, dans tout l'enchevêtrement de leurs nuances. L'intellectuel est l'homme qui peut saisir les nuances. Depuis Dante, qui a si bien nuancé les « délits et les peines », les souffrances et les récompenses, depuis Shakespeare, dont toute l'oeuvre n'est que l'apologie de l'esprit européen nuancé, la culture européenne représente le triomphe de la nuance. Et c'est aux intellectuels des petits pays européens de mieux saisir et de mieux mettre en valeur les nuances innombrables qui peuvent militer en vue de l'intégration européenne.

### *L'idée d'Europe est une réalité en marche*

L'idée de l'Europe est en marche. C'est une *réalité* jaillie en même temps de la vision des intellectuels européens et des souffrances innombrables des peuples européens, victimes de manque d'unité et de solidarité du continent. Et, en tant que réalité — car les plus fortes réalités du monde, ce sont les idées des élites et les souffrances des nations — l'idée d'intégration européenne s'inscrit dans les fastes de la politique européenne, avec une majesté que personne, dorénavant, ne saurait sousestimer.

Un grand homme d'Etat de mon pays a eu, jadis, cette puissante parole: « Dans les épreuves et dans les adversités, dans les désarrois et les incertitudes, laissez parler les coeurs, et tout sera alors si simple et si aisé ».

Laissez parler les coeurs, et l'unité de l'Europe est faite.

Dan A. Lazaresco

# Lettres d'Angleterre

de C. Michael - Titus

## *L'économie du jour au lendemain*

Après plus de quatre ans de gouvernement travailliste, les Anglais ont fini par se familiariser avec la technique de M. Wilson et de ses collaborateurs. Chaque fois que l'économie nationale est en passe de subir un autre choc et que le gouvernement se voit obligé d'informer le public, il y a une phase préliminaire. un membre du gouvernement annonce publiquement un progrès incontestable, un succès ou des perspectives merveilleuses. C'est ainsi qu'avant le dernier emprunt M. Wilson nous avait annoncé que nous étions à la veille d'un miracle économique.

Samedi 11 janvier le *Daily Telegraph* publiait discrètement un entrefilet pour nous informer que dans une conférence de presse tenue mystérieusement à Leeds dans le nord du pays, M. Roy Jenkins avait prévu que l'année 1969 serait une année de boom pour l'économie britannique. M. Jenkins paraît même avoir dit qu'en 1968 le boom aurait été de 4%, supérieur donc à ses prévisions antérieures. C'était, sans doute, pour convaincre son auditoire.

Les lecteurs avisés ont donc commencé à se demander quelle sera la mauvaise nouvelle que nous devrions attendre à la suite de cette euphorie travailliste. Cette fois-ci notre curiosité fut vite satisfaite car le lendemain, le *Sunday Telegraph* nous annonça la probabilité d'une augmentation du taux d'escompte. La nouvelle bien entendu fut annoncée sous un titre tout à fait différent: Crainte d'une autre crise du franc - car il va de soi que si l'Angleterre arrive à relever de nouveau son taux d'escompte, ce ne sera qu'à cause des étrangers et ces étrangers sont toujours les Français.

## *"Le bateau de la honte"*

Le « Queen Elizabeth II » devait être un grand transatlantique. De puissantes machines - qui doivent encore être réparées; des cabines luxueuses, dont les tapis luxueux étaient tachés de thé et brûlés. Ca et là, les fermetures manquaient aux portes et les lustres s'étaient envolés: en admettant qu'ils aient jamais été posés. Enfin, le transatlantique qui aurait dû être, est à restaurer, à nettoyer un petit peu, après quoi il flottera - avec un an de retard. Pour M. Wedgwood Penn, ministre de la Technologie, ce ne sont que des problèmes techniques qui causeront des retards et des difficultés - Mais, selon lui, ce sont des choses « inséparables de tout progrès ».

Le ministre condamne ceux qui ont appelé le transatlantique avorté le bateau de la honte - il qualifie les critiques de lunatiques et leur attitude n'est pour le ministre que la preuve de leur « anti-patriotisme ».

## *La voix d'Israël*

La décision du gouvernement français d'arrêter tout envoi d'armes à Israël a offert une belle occasion à la presse anglaise d'attaquer la France, mais le gagnant paraît être surtout Israël, car en lisant les articles anglais on pourrait croire qu'il s'agit d'une véritable émission de la voix d'Israël dans la presse écrite.

Pour commencer, et comme il fallait s'y attendre, les journaux présentent la décision du gouvernement français comme étant la décision personnelle du Général de Gaulle; ensuite les protestations de toutes les factions grandes ou petites de la communauté

juive de France sont amplement exposées dans les colonnes des journaux. La cause est plus que bien défendue et de ce point de vue, la presse israélienne n'aurait pu faire mieux.

L'argument de la presse anglaise a été immédiatement celui de la solidarité occidentale et la décision française a été dénoncée comme contraire à cette solidarité. Mais quelques jours après, la presse a cessé d'invoquer cette théorie pour passer directement aux injures. Le *Sunday Telegraph* du 12 janvier accuse le Général de Gaulle d'avoir commis une folie et invite le gouvernement britannique à fournir à Israël les armes nécessaires pour continuer la guerre au Moyen Orient.

Comme au temps de la guerre de juin, lorsque dans les Communes on se croyait au Knesseth, comme en Russie où M. Wilson s'était déplacé pour s'assurer auprès des dirigeants soviétiques que les Juifs de Russie auraient du pain azime en quantité suffisante, l'Angleterre travailliste se montre à la hauteur: elle diffuse la voix d'Israël. Mais ne nous y trompons pas: ce n'est pas par amour pour la cause israélienne, non; un gouvernement qui procure des armes au Nigéria pour exterminer les Ibos du Biafra - Ibos auxquels le même gouvernement envoie des vivres et des médicaments - n'est pas capable d'amour, de sentiments ou d'attachement à une cause quelconque. C'est de l'impérialisme à la petite semaine, et un peu d'espoir de vendre quelques armes à feu. Les Travailleurs ayant perdu leur doctrine sur le chemin du pouvoir et dans la brume du siècle passé, ont besoin de quelque chose pour rappeler au monde et aux Anglais qu'ils existent - et quoi de plus simple que de se placer sur une position qui pourrait mener à un peu d'influence, qui permet d'attaquer la France et de capter la sympathie d'un certain capital américain.

Et puis il y a ceci de gagné: la Communauté juive de France - contre un gouvernement qui se montre trop conscient des visées anti-européennes de nos Travailleurs. On ne sait jamais, une autre crise en France - une solide alliance au sein même des Français - un politicien désireux de célébrité et voici que le chemin vers le marché commun de denrées et de bestiaux - finirait par s'ouvrir.

## La fin d'un rêve

M. Enoch Powell l'a dit tant de fois. le Commonwealth est une fiction. A la veille de la réunion de Premiers Ministres de ces 28 pays, M. Enoch Powell a qualifié la réunion de mascarade. Mais M. Wilson n'entend pas M. Powell - car en définitive qui est cet homme qui trouble son sommeil et ses rêves? Les dockers les ouvriers, les bourgeois, les étudiants qui l'acclament, ne sont en fin de compte que la nation britannique et ce n'est pas la nation qui empêcherait M. Wilson de rêver. La nation est là pour voter et quand son tour viendra pour faire ce geste, on trouvera de quoi la berner. En attendant, la mascarade pourrait bien fournir un lustre de respectabilité surtout s'il s'agit de montrer au monde que M. Wilson est à la tête d'une puissance mondiale.

Mais voici que certains Premiers Ministres qui par-dessus le marché sont blancs, viennent de gâcher le consensus. M. Trudeau le Premier ministre du Canada a indiqué à M. Wilson que son pays pourrait bien réduire sa contribution militaire à l'OTAN et que lui, M. Trudeau, n'est pas du tout anxieux de jouer le rôle de médiateur entre l'Angleterre et les pays Afro-asiatiques dans l'affaire de Rhodésie. Il voit les liaisons du Commonwealth de moins en moins justifiées.

Quant à M. Gorton d'Australie et M. Holyoake de la Nouvelle Zélande, ils se sentent de plus en plus attirés vers l'univers américain - surtout qu'ils ont compris que l'Angleterre est décidée à entrer dans le Marché Commun sans s'assurer que les intérêts de ces deux pays soient sauvegardés.

Bref, "*Wilson est averti par le Commonwealth blanc qu'il y aura des liaisons affaiblies*" pour emprunter le titre du *Sunday Telegraph* du 12 janvier.

C'est comme si ces Messieurs avaient rejoint M. Enoch Powell dans la lucidité et le seul qui rêve encore est M. Wilson. Selon le *Sunday Telegraph*, il trouvera la formule qui sauvera la face en donnant un communiqué qui n'apprendra rien aux Anglais. Et qui sait si M. Wilson n'annoncera pas un miracle historique?

## ” Nous avons un nouveau président ”

L'émission de la B.B.C. « Le monde à treize heures » du dimanche 19 janvier a été riche, variée et surtout pleine d'enseignement. Le lavement de cervelle habituel, entrepris par les libéralistes cosmopolites qui contrôlent la presse parlée et écrite de l'Angleterre, a montré peut-être une de ses meilleures séances. M. Michael Stewart, Ministre des Affaires Etrangères, a accordé une longue interview. Il a parlé, bien entendu, de M. Nixon, puisque c'était à la veille de l'instauration de celui-ci comme président des Etats Unis.

Questionné sur l'effet de ce changement sur la politique britannique M. Michael Stewart s'est laissé un peu aller et au lieu de dire que les Etats Unis ont un nouveau président il a carrément commencé par la phrase: « *Nous avons un nouveau président* ». Inutile de rapporter ici que par miracle, le ministre britannique voit en cela un grand avantage pour l'Angleterre. Le gouvernement travailliste a eu le temps de changer d'avis depuis la victoire de M. Nixon.

## L'exemple de la Hollande

Mais M. Stewart de sa voix monotone et ennuyeuse paraissait être en forme, car lorsqu'on lui demanda son avis sur l'orientation de la politique étrangère anglaise, il a affirmé sans la moindre hésitation qu'en principe la politique étrangère de l'Angleterre ne saurait jamais changer parce qu'elle se base sur « *notre rôle humanitaire de rendre le monde plus civilisé* ».

On pourrait toujours invoquer l'argument que ce n'est pas en fonction de ce qu'elle a fait ou n'a pas fait pour ou contre les principautés roumaines que l'on jugerait le rôle humanitaire de l'Angleterre; après tout, il ne s'agissait que des Roumains. De même on pourrait dire que le marché de Yalta n'impliquait que des marchés de l'est que l'Angleterre dans son rôle humanitaire transférait dans l'orbite russe. Quant au Biafra ce n'est que question d'investissements et là où il y a des bénéfices — il y a assez de moralité pour la politique anglaise.

La Communauté européenne? Mais c'est simple: l'Angleterre veut refaire l'Europe — et lorsqu'elle daigne se dédier à une oeuvre

pareille, il faut bien accepter qu'elle le fasse dans le cadre de son rôle humanitaire; libérer l'Europe de la France. Qui a donc jamais douté de ce rôle humanitaire? Rendre le monde plus civilisé, consiste pour le Foreign Office à mettre tout ce qui en vaut la peine sous l'égide anglo-saxonne.

## ” Notre rôle humanitaire... ”

Mais voici que ce dimanche éducatif a été aussi porteur de mauvaises nouvelles: la société indulgente (permissive society) anglaise est dépassée par celle de la Hollande. Un reporter de la B.B.C. en a apporté les preuves: à Amsterdam il a trouvé des clubs où la jeunesse peut prendre librement des drogues et même faire l'amour sans inhibition devant tous les autres membres. Il a trouvé même un club d'homosexuels dont le directeur n'avait que 27 ans — le reporter de la B.B.C. a parlé au leader national des homosexuels et à un prêtre catholique. Il a trouvé cette expérience sociale fascinante en remarquant avec regret le retard de l'indulgence anglaise sur celle de Hollande.

Pour les Anglais qui ont écouté cette émission, beaucoup de choses sont devenues plus claires, ils ont dû comprendre par exemple que les manœuvres basses de politique internationale toutes les trahisons de principes ou toutes les actions d'extermination d'un peuple, comme c'est le cas du peuple anglais que l'on force de devenir multiracial, ou de celui de Biafra que l'on anéantit, ne sont au fond que des pas en avant que le gouvernement a toujours fait dans l'accomplissement du rôle humanitaire de l'Angleterre de rendre le monde plus civilisé.

Les Anglais ont dû aussi comprendre que ce qui doit lier la Hollande aux intérêts de l'Angleterre et ce qui doit déterminer le gouvernement de la Haye à soutenir la demande anglaise d'entrer dans la Communauté européenne, c'est le caractère commun de leurs sociétés indulgentes — les clubs de drogués et d'homosexuels d'Amsterdam, les gosses abandonnés à l'immortalité et les prêtres en rupture de vœux et de foi que la Hollande possède et que l'Angleterre se promet d'avoir — voilà l'affinité sur laquelle comptent les Travailleurs — et si toutefois, il y a des Anglais qui n'ont pas compris la leçon du dimanche 19 janvier, c'est qu'ils sont arriérés, obscurantistes et agents du Général De Gaulle.

## QUELQUES ARTICLES PARUS DANS LE BULLETIN EUROPEEN EN 1968

AUTEURS	TITRES	MOIS
E. ARGENTIERI	Intégration linguistique	Août-Septembre
E. A.	Une langue pour l'Europe	Juillet
»	Une langue pour l'Europe	Décembre
CIVUS ROMANUS	Orient et Occident dans la perspective historique	Décembre
Nicola BACIU	La révolution silencieuse	Janvier
Pietro GERBORE	Buts et utilité d'une fondation privée	Janvier
Dan A. LAZARESCO	Faire l'Europe	Décembre
C. MICHAEL-TITUS	L'Angleterre et ses problèmes européens (Interview de l' Hon. E. Enoch Powell MBE, M.P.)	Juin
»	Le mal de l'Europe	Décembre
C. M.-T.	Peints par eux-mêmes	Avril
A. PELLEVENT GINI	Europe tout court	Mai
A.P.G.	Pour une monnaie européenne	Mars
»	L'Espagne à l'Europe	Avril
J. PRAT-BALLESTER	L'Europe doit reprendre courage	Février
S. RACOVITZE	La bourgeoisie britannique s'affirme	Juillet
»	Vision européenne d'un anti-européen	Octobre
Horia ROMAN	Le jeu de la mort	Avril
»	Lucretiu Patrascanu	Mai
»	De Gaule et le destin de la France	Juin
H. R.	Panta rei	Avril
Joseph de ROOVER	Tourisme, passeport pour la paix	Janvier
V. V. STANCIU	La non assistance aux peuples en danger	Octobre
M. de la VENTOLIERE	Une voix du passé pour l'Angleterre	Février
»	L'Angleterre veut sauver l'Europe	Mars
»	Le minuscule rocher d'indépendance	Mai
»	Retour à la lucidité	Juin
»	Aux prises avec la nature	Juillet
»	La Tchécoslovaquie, ses dirigeants... et nous	Août-Septembre
»	A l'avant-garde européenne	Octobre
X X X	Pour une Balkanie	Février
X X X	Un visionnaire roumain d'envergure européenne	Décembre

### CHRONIQUES :

Lettres d'Angleterre

de C. MICHAEL-TITUS

Minimums

A.P.G.

# La peur fut passée par les flammes

A la mémoire de JAN PALACH

Dans l'empire de la peur  
les saints étaient morts sur les murs des églises  
et l'espoir agonisait malade de coeur.  
La vie se traînait sur le ventre dans les rues des villages et  
car Dieu avait pris le chemin de l'exil. [des villes]

Dans l'empire aux jours barbouillés  
de honte et du cambouis des blindés;  
dans l'empire de la peur et de l'invasion  
la liberté,  
les yeux bandés,  
était emmenée en prison.

Dans l'empire au ciel cassé  
comme les vitres d'une maison cambriolée,  
quand l'heure était grosse de colère et de défi,  
une flamme jaillit  
et au milieu de la foule en prière  
la torche vivante de chair et de sang  
brûlait innocente,  
mais justicière.

Avec le sang et la chair,  
la peur brûlait dans le martyre à vision d'enfer.  
Le semblable du Christ  
offrait à la vie, à l'espoir et à la liberté  
la deuxième rédemption  
et commençait une nouvelle ère.

Ce jour-là,  
dans l'empire aux jours barbouillés  
de honte et du cambouis des blindés,  
la foule avait compris  
que la brûlure et la douleur  
avaient exécuté la peur...  
Depuis,  
dans l'empire où la peur fut passée par les flammes,  
dans les villages et dans les villes,  
les hommes attendent que Dieu rentre de l'exil....

C. Michael-Titus

# Les torches vivantes

par C. M.-T.

Tant que les torches vivantes s'allumaient sur les places lointaines de l'Extrême Orient, notre participation morale dans le drame de l'humanité n'était que de principe. La conscience européenne vaguement tracassée trouvait un refuge confortable dans l'idée que ces torches vivantes n'étaient possibles que dans le monde différent de cet Orient que nous avons gouverné pendant si longtemps sans jamais essayer de le comprendre.

Mais voici qu'à Prague les torches vivantes se sont allumées pour nous marquer de leur lumière indélébile et pour rester avec nous, pour signifier, peut-être, la deuxième crucifixion de l'homme.

Le sacrifice de Jan Palach à Prague et de ceux qui l'auront suivi, ouvre par la souffrance de la brûlure une nouvelle ère; il a libéré le genre humain de la peur, de la peur que le tyran de tous les temps a inculquée à ses semblables. A partir de ce sacrifice, l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie paraît dérisoire, grotesque et surannée.

Ces torches vivantes enseignent à l'Europe que l'initiative n'appartient pas toujours aux grandes puissances et que leurs hommes ne sont pas toujours les seuls à pouvoir ouvrir de nouvelles voies à l'humanité en détresse. De Prague, la leçon sobre et douloureuse accable l'humanité, accable la conception classique selon laquelle il revient aux grands de donner au monde de grands hommes et d'accomplir de grands actes.

Ces torches vivantes nous enseignent aussi que les justes peuvent exécuter la peur et que la destinée des peuples a toujours été et le sera toujours dans la liberté qu'ils seront capables de racheter au

A travers l'Europe et le monde

# minimum

par A.P.G.

L'honneur  
d'être une cible

Les téléspectateurs du monde entier ont vu défiler à Washington le cortège du Président Nixon: autos allant au

## Les torches vivantes

prix de leur propre sacrifice y compris, et peut-être surtout, celui de leur propre vie.

A la lumière atroce de ces flammes, l'armée soviétique, les régimes de dictature, les petites idéologies et les tyrans à gages apparaissent des artifices risibles, des accoutrements de loups-garous qui n'effraient que les petits enfants et cela seulement pour rire. La peur est morte de la flamme qui consomme Jan Palach et Josef Hlavaty.

Les faiseurs de destinées à l'usage des peuples qui ne leur avaient jamais demandé de les guider, viennent de perdre leur seul allié, leur seule sécurité, leur seule raison d'être: la peur. La chair qui tant de fois s'est contractée impuissante et meurtrie au claquement du fouet vient de la brûler avec elle en la faisant disparaître du cœur des vivants.

Le ci-devant communiste, le ci-devant univers concentrationnaire ne sont que des fantômes qui hantent encore l'édifice à moitié dévasté de l'Europe, mais dans le cercle tragique de la lumière des torches vivantes de Prague, ces fantômes deviendront bientôt de simples superstitions; et lorsque la peur n'y est plus, la superstition, elle-même, se réduit aux dimensions de mauvaise habitude qui meurt souvent de sa propre mort.

pas, visibles à peine sous les boucliers humains qui les recouvraient.

Image de paix en démocratie. Un peuple libre fêtant l'élection du chef d'Etat qu'il s'est librement choisi.

Au bout de ce chemin de croix version XXe siècle, une tribune en verre à l'épreuve des balles et des bombes, attendait le nouvel élu. De là, telle une idole sous globe, il pourrait contempler la foule heureuse qui l'acclamait. Tout le monde n'a pas le culte du courage, comme les Kennedy et Cyrano qui disait, en d'autres temps «... on ne refuse pas l'honneur d'être une cible...».

Le bonheur  
du peuple

Il n'empêche que les démocraties, surtout les populaires, font dit-on le bonheur du peuple. On le voit bien en Tchécoslovaquie. Tout Prague, pétrifié de douleur, a suivi Jan Palach à sa dernière demeure. D'autres adolescents suivent chaque jour l'exemple de ce jeune garçon pour

qui le bien-être socialiste n'était pas une suffisante raison de vivre. On nous dit qu'il s'agit d'une psychose collective. On ignorait que les gens heureux fussent de préférence aux autres des psychopates. Ou peut-être le bonheur consiste-t-il à souffrir?

Le refus  
de la peur

Groupé autour des étudiants et des professeurs, fier de sa vieille université devenue le symbole des valeurs qu'on veut lui arracher, le peuple de Prague a donné au monde une exemplaire leçon de civilisation. Subjugué mais non pas soumis. Enchaîné, mais non pas humilié. Plus calme que son oppresseur à l'exemple de son jeune héros, il a refusé la peur et la violence. Il nous offre la parfaite image de la grandeur, individuelle et collective.

Et Jan Palach, comme jadis Jeanne d'Arc, une autre adolescente, a pris la relève d'un gouvernement réduit à l'impuissance.

## bulletin européen

Rédacteur politique: HORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI  
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME  
Tél. 671.260

### ABONNEMENTS

Italie . . . Lires 2.000 | Etranger . Dollars 3,—  
Abonn. d'Honneur 5.000 | Abonn. d'Honneur 10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDÉE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

---

ont collaboré... Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, A.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.

---